



Déclaration au CAEN du 11 décembre 2024

Depuis la fin de l'année scolaire, la vie politique française traverse des crises sans précédent.

Nous avons déjà connu l'in vraisemblable avec la crise sanitaire, ses confinements et le télétravail qui en découlait.

In vraisemblable encore, une rentrée scolaire sans Ministre de l'Éducation nationale.

Tout était rentré dans l'ordre, nous pensions ou espérons que tout cela était derrière nous et que nous pourrions exercer nos métiers dans un climat plus serein.

Mais c'était sans compter la découverte d'un déficit abyssal, qui allait relancer les vieilles rengaines anti-fonctionnaires, donnant à un ancien président l'audace d'insulter les professeurs en usant d'arguments mensongers et indignes.

Les vieilles recettes sont toujours les meilleures dit-on, alors on ressort aussi l'absentéisme des fonctionnaires, le coût pour la sécurité sociale et l'iniquité face au privé. Tout cela est indigeste, les arguments sont approximatifs, parfois mensongers.

Dans l'Éducation nationale, les fonctionnaires ne sont pas plus absents que dans le privé et soit dit en passant, ce ne sont pas eux qui signent les arrêts maladie, mais des professionnels de santé, ces mêmes médecins qui manquent cruellement à notre médecine de prévention et maintenant de plus en plus à notre médecine scolaire. N'est-il pas non plus de la responsabilité de l'employeur d'assurer à ses employés une non dégradation de leur santé au travail ?

Le projet de budget de la sécurité social prévoyait trois jours de carence pour s'aligner sur le privé et une perte de salaire bien plus grande pour les malades. Les jours de carences sont souvent couverts par les employeurs du privé, qu'en aurait-il été dans la fonction publique ?

Ce projet est remisé dans un tiroir, pour l'instant. Le gouvernement usant du très fameux 49-3 a été censuré. Retour à la case départ, nous sommes sans ministre actuellement. Tout cela manque de stabilité, de sérénité dont nous avons besoin pour exercer nos métiers convenablement.

Aujourd'hui, les décisions que vous allez prendre impacteront la vie de nos étudiants et de futurs travailleurs. La carte des formations, ses évolutions positives et négatives impactent directement le choix de carrière de nos élèves, impactent aussi leurs décisions de rester ou pas sur notre territoire.

Pour l'Unsa-Éducation une carte des formations de qualité et offrant beaucoup de choix peut inciter les élèves et les entreprises à rester.

Une gestion comptable fait rarement bon ménage avec une politique d'aménagement du territoire luttant contre la désertification de certaines zones et le sentiment d'abandon des personnes y habitant.

À ce titre, **pour l'Unsa-Éducation**, les trois propositions de fermetures (1 BTS et 2 CAP) à Charleville-Mézières et Sedan, ne vont clairement pas dans le bon sens.

De la même manière, une fermeture de formation est rarement compensée par l'ouverture d'une autre. Le public potentiellement visé n'est pas automatiquement le même. C'est d'ailleurs rarement le cas... À ce titre les évolutions de la carte de formation professionnelle dans le secteur de Troyes-Chaumont, nous interroge.

Loin de l'idée de **l'Unsa-Éducation**, de dire que l'exercice est facile.

Oui, ces questions sont complexes ;

Oui, une politique d'aménagement du territoire est toujours compliquée à mettre en place et coûte souvent cher ;

Oui, il relève du pouvoir politique régional de penser la carte des formations en proposant des formations insérantes en lien avec les métiers en tension aujourd'hui, tout en préparant les nécessaires transitions pour envisager demain ;

Cependant nous ne pouvons-nous empêcher de constater que les impacts de telles décisions sur les jeunes et leur famille, vivant sur les lieux de fermeture ou à proximité immédiate, sont souvent très importants.

D'autant que l'on ne peut pas ignorer la très faible mobilité de nombre de jeunes en formation. Et une fois encore ce sont souvent les publics les plus fragiles qui en font les frais.

Et cela, participe, avec bien d'autres mesures, au sentiment d'abandon et de déclassement qui touchent nombre de nos concitoyens et qui alimente la fracture sociale qui mine notre société.

Alors, Mesdames et Messieurs les décideurs, au moment de prendre votre décision, **l'Unsa-Éducation** vous demande d'avoir à l'esprit que ce sentiment d'abandon profite toujours aux extrémistes de tous bords pour qui les propos populistes tiennent lieu de programme politique.